

Baisser les impôts des entreprises et relancer les projets d'infrastructures : le prochain budget devra stimuler les investissements, selon la FCCQ et la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges

Vaudreuil-Dorion, le 19 février 2026 – La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges (CCIVS) réclament une baisse importante des impôts des entreprises québécoises dans le prochain budget pour accroître notre compétitivité en perte de vitesse. Une relance des projets d'infrastructures publiques, actuellement sur pause, est aussi nécessaire dès la présentation du prochain programme québécois des infrastructures (PQI).

Ce sont les deux principaux leviers permettant de stimuler les investissements privés et publics que la FCCQ recommande dans son Mémoire prébudgétaire 2026-2027.

« Pour relancer l'investissement et redonner de l'élan à notre économie, le prochain budget doit envoyer un signal clair : alléger significativement le fardeau fiscal des entreprises et remettre en marche, sans délai, les projets d'infrastructures actuellement sur pause. À la CCIVS, nous remettons aussi ces enjeux au cœur de l'actualité lors de notre prochain colloque sur les grands dossiers en transport, afin de mobiliser les décideurs autour de solutions concrètes et d'accélérer les projets qui améliorent réellement la fluidité, la sécurité et la compétitivité de notre région. Enfin, la CCIVS réitère son appui à l'initiative régionale pour faire reconnaître la MRC de Vaudreuil-Soulanges comme région d'exception relativement au PEQ, afin de maintenir l'attraction et la rétention de talents dont nos entreprises ont un besoin urgent. », a affirmé Frédéric Perrier, directeur général de la CCIVS.

« Dans le contexte d'incertitude et de ralentissement que nous vivons, l'État québécois doit mettre en place un environnement d'affaires qui stimule l'investissement et la compétitivité des entreprises. Face au protectionnisme américain, le gouvernement du Québec doit faire preuve de l'ambition qui s'impose et prendre des mesures fortes grâce aux leviers qu'il contrôle. Il faut baisser le taux d'imposition du revenu des sociétés et bonifier la déduction pour petite entreprise, pour que tant les PME que les grandes entreprises puissent réinvestir ici. Il faut aussi rapidement relancer les projets de construction et de rénovation d'infrastructures de transport, d'hôpitaux et d'écoles actuellement sur pause », a affirmé Véronique Proulx, présidente-directrice générale de la FCCQ.

Rappelons que la guerre tarifaire avec les États-Unis a généré des impacts majeurs sur les investissements et la croissance économique au cours de la dernière année. On ne prévoit que 0,9 % de croissance du PIB réel en 2025, et 1,1 % pour 2026. Les investissements des entreprises ont reculé de 1,2 % en 2025, et de 1,6 % pour les machines et le matériel, notamment. Des reculs encore plus significatifs sont attendus en 2026. La bonification annoncée du programme de retombées industrielles et technologiques (RIT) et sa priorisation vers 10 capacités industrielles clés est aussi de nature à bénéficier aux entreprises québécoises. La FCCQ et la CCIVS soulignent l'importance de prioriser les crénos qui ont fait leurs preuves afin de les propulser davantage, pour que l'impact des RIT soit aussi durable que possible.

La FCCQ et la CCIVS identifient aussi deux priorités à coût nul ou très faible pour le budget de l'État.

Alors que les juridictions concurrentes favorisent de plus en plus leurs entreprises, le Québec doit réformer ses pratiques en matière d'accès aux marchés publics. La fin du critère du plus bas soumissionnaire est plus urgente que jamais pour y parvenir.

Les restrictions sur les travailleurs étrangers temporaires, l'abolition du PEQ et la baisse des seuils d'immigration forcent des entreprises à refuser ou annuler des contrats, mettre leurs investissements sur pause, réduire leur production ou abandonner des projets de recrutement. Une clause de droits acquis pour les travailleurs étrangers déjà en emploi et un rehaussement des seuils d'immigration permanente sont nécessaires, sans quoi la réalisation des projets d'infrastructures notamment, sera compromise.

Le mémoire prébudgétaire de la FCCQ peut être [consulté ici](#).

À propos de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges (CCIVS)

La CCIVS est un organisme chargé de représenter les intérêts des entrepreneurs, des entreprises commerciales, industrielles et de service sur le territoire de Vaudreuil-Soulanges (CCIVS). La CCIVS représente plus de 650 membres sur le territoire et grâce à son affiliation au plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la Fédération des Chambres de commerce du Québec (FCCQ), les membres de la Chambre bénéficient du plus vaste réseau où plus de 125 chambres de commerce sur l'ensemble du territoire québécois sont représentées afin de favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 120 chambres de commerce et près de 1 000 entreprises membres, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 45 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

- 30 -

Renseignements CCIVS:

Frédéric Perrier, directeur général
Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges
Cellulaire : (450) 369-3445
Courriel : direction@ccivs.ca

Renseignements FCCQ :

Mathieu Lavigne, chef de cabinet et directeur des relations médias
Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)
Cellulaire : 418 951-5196
mathieu.lavigne@fccq.ca